

Initiatives ministérielles

avec eux quand ils disent que nous devrions le faire en trois ans, que nous devrions éliminer beaucoup de programmes gouvernementaux et que nous devrions détruire une partie de l'infrastructure et de nos industries dans les secteurs scientifique et culturel.

Nous disons non. Ce que le gouvernement doit faire, c'est examiner le rôle essentiel du gouvernement, ce que le gouvernement devrait faire, ce sur quoi nous devons bâtir, ce que nous devons développer. Si les provinces et le secteur privé peuvent faire quelque chose, qu'on les laisse faire. Il faut confier aux provinces et au secteur privé les services qu'ils sont à même d'assurer plus efficacement. Il faut déterminer ce que nous devons faire en tant que gouvernement. Le gouvernement a un rôle à jouer dans plusieurs domaines.

Nous avons examiné la question de fond en comble. Nous avons examiné les services qu'assure le gouvernement. Nous avons examiné ce dont nous avons besoin pour l'avenir du pays et les domaines dans lesquels nous devons renforcer la position du gouvernement. Nous avons examiné les domaines dans lesquels le gouvernement ne joue plus un rôle pertinent à notre époque et dans le contexte économique actuel. Nous avons examiné les commissions. Plusieurs ont été complètement éliminées. Nous nous sommes rendu compte qu'elles n'étaient pas vraiment indispensables.

Afin d'évaluer les services gouvernementaux à partir de la base, nous avons consulté les Canadiens. Nous leur avons demandé de nous dire les services qui faisaient double emploi, ceux qui pourraient être éliminés, ceux qui pourraient être mieux assurés par les municipalités. Que nous gérons depuis Ottawa les ports de plaisance dans le domaine des pêches n'a aucun sens.

Nous proposons aux gouvernements intéressés, provinciaux et municipaux, de se charger de certains services. Si ça ne les intéresse pas, nous demanderons au secteur privé qui peut faire un meilleur travail s'il veut s'en charger. Cela signifiera que les petits entrepreneurs auront plus de possibilités et seront en mesure de tirer un meilleur parti de cet avantage.

● (1615)

Nous avons d'abord effectué un examen détaillé de bas en haut sans oublier que nous voulons rétablir les priorités et offrir de meilleurs services.

Nous voulons aussi examiner les infrastructures qui nous rendent plus compétitifs. Nos infrastructures solides sont l'une des choses qui nous rendent compétitifs, et nous ne voulons donc pas les détruire. Nous voulons les développer. Nous voulons nous assurer que notre infrastructure de communications est la meilleure au monde. Nous n'échappons pas à l'économie mondiale qui évolue très rapidement.

En tant que pays commerçant où un emploi sur cinq relève des échanges commerciaux, nous devons être compétitifs pour que notre infrastructure globale, qu'on parle des télécommunications, des transports ou de l'autoroute électronique, soit compé-

titive dans tous ces domaines, et que nous soyons en mesure de livrer concurrence sur le marché mondial.

C'est pourquoi nous voulons consolider ces domaines. Le ministre de l'Industrie a fait un travail énorme pour renforcer notre position dans le domaine de la technologie de l'information. Quant à l'environnement, c'est l'un des domaines qui offrent le plus de possibilités dans le monde. Il y aura d'innombrables occasions à saisir dans ce domaine. Stratégiquement, nous devons nous assurer, en tant que pays, que nous avons les compétences, la connaissance et l'infrastructure qui nous permettront d'en profiter.

Dans le domaine du commerce, le premier ministre a agi en chef de file en voyageant dans différents pays pour s'assurer que les entreprises canadiennes auront toutes les chances de leur côté pour profiter des nouvelles possibilités qui s'offrent dans le monde. Parallèlement, nous devons concevoir une infrastructure commerciale fondée sur un système d'information permettant à nos petites et moyennes entreprises de saisir les possibilités qui se présentent dans tous les secteurs où nous livrons concurrence.

En rencontrant des gens de différents pays, nous avons appris que la technologie canadienne est l'une des meilleures au monde et que nous sommes bien placés pour livrer concurrence à n'importe qui, n'importe où. Toutefois, nous devons être en mesure de reconnaître les occasions qui s'offrent. Nous devons établir un système d'information qui permettra aux intéressés d'avoir accès à tous les appels d'offres et à toutes les occasions qui se présentent, partout dans le monde, au moyen d'un simple ordinateur. Nous devons développer notre infrastructure commerciale, afin que la petite et moyenne entreprise ait toutes les chances possibles.

Notre gouvernement a rempli les promesses qu'il a faites aux Canadiens en respectant nos objectifs de réduction du déficit et en gardant pour objectif de le réduire à zéro tout en bâtissant un pays où les petites et moyennes entreprises pourront saisir les occasions qui se présentent sur le marché mondial. C'est ainsi que nous faisons les choses.

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, c'est pour moi un plaisir de prendre la parole au sujet des recommandations faites par le Comité des finances dans son rapport à la suite des consultations prébudgétaires.

Je veux aborder la question du point de vue du Canadien moyen, du Canadien ordinaire qui ne s'y connaît peut-être pas trop en économie, mais qui sait exactement dans quel genre de pays il veut vivre.

Selon moi, la raison d'être du gouvernement, de la Constitution, des lois et des institutions de ce pays est le service des citoyens. Par conséquent, ces institutions, l'économie et toutes les choses de ce genre, doivent refléter les valeurs chères aux citoyens. Il faut donc que nous sachions quelles sont ces valeurs lorsque nous élaborons les institutions, les budgets ou les lois.